



**Agissons ensemble le 16 juillet 2009**

## **Contre la privatisation, pour le Service Public, pour les revendications !**

Bas salaires, sous effectifs, restructurations, dégradation des conditions de travail, baisse de la qualité de service rendu à l'usager : les dernières années que nous venons de vivre à La Poste ont consisté à rendre l'entreprise de plus en plus rentable en vue de sa future privatisation.

La transformation de La Poste en Société Anonyme, puis sa privatisation avec mise en bourse, ne feraient qu'accroître la pression financière, au détriment de l'emploi, du salaire, des conditions de travail, et du service public !



La campagne engagée par la CGT en juillet 2008, dès que le Président de La Poste a réclamé le changement de statut de La Poste, a donné lieu à d'importantes mobilisations unitaires, dont la grève du 23 septembre. Des centaines de milliers de postiers et d'usagers ont exprimé leur refus en signant

les pétitions. Les mobilisations interprofessionnelles du premier semestre 2009 contenaient l'exigence de service public et le refus de toute privatisation.



Après le pseudo-débat engagé par le gouvernement, dont les conclusions du rapport Ailleret étaient écrites à l'avance, après le gel du projet puis son dégel à l'entrée de l'été, les raisons de se battre contre la privatisation de La Poste sont de plus en plus évidentes. En effet, tous les mauvais coups que nous subissons actuellement à la distribution, dans les centres de tri, à l'Enseigne, dans les services financiers, au colis, dans les services nationaux, dans les filiales,...ne sont que les prémices de ce qui se passerait en cas de privatisation de La Poste. C'est pourquoi la CGT porte des alternatives à la situation actuelle, à l'opposé de tout statu quo et de tout projet de privatisation.

Le vote unanime des organisations syndicales contre le projet de changement de Statut, lors du CTP du 3 juillet, nous donne de la force. Le gouvernement et la Direction de La Poste sont isolés. La CGT invite les postiers, et au delà tous les salariés et tous les usagers, à agir le jour du CSFP (\*) qui, lui aussi, doit donner un avis sur le projet de loi de privatisation.



**JEUDI 16 JUILLET, 13H30, M° Bercy**  
**Rassemblement à Bercy**

**à l'occasion du (\*) Conseil Supérieur de la Fonction Publique**